

LA LETTRE DE L'IGR

Spécial frontières

Avril-Mai 2020

EDITO

Roger Cayzelle



L'Europe et la Grande Région à la croisée des chemins

« Il y a quelques semaines à peine, **la fermeture des frontières semblait une mauvaise réponse face à l'épidémie qui se profilait alors**. Les grandes épidémies se sont en effet souvent développées par le passé sur la planète quel que soit le degré d'ouverture ou de fermeture de chaque pays. Se barricader n'aurait servi à rien.

La montée en puissance du coronavirus et l'aggravation de la situation ont toutefois amené les Européens à abandonner ce raisonnement **et à fermer leurs frontières souvent assez brutalement**.

Cette situation, qui devrait perdurer encore plusieurs semaines au moins, est **en contradiction avec les accords de Schengen** qui prévoient la libre circulation des personnes et des biens au sein d'un vaste territoire européen dépassant les frontières nationales. **Au niveau de la Grande Région Transfrontalière, il n'est donc plus possible, pour l'instant, de circuler librement d'une région à l'autre à l'exception des travailleurs frontaliers qui n'ont pu, majoritairement, bénéficier du télétravail.**

Ces décisions ont **des conséquences fortes** dans notre Grande Région que beaucoup ont voulu construire depuis tant d'années et qui s'appuient sur la volonté de forger un espace cohérent et intégré. Elles donnent l'impression **d'un retour en arrière malgré plusieurs efforts de coopérations**, notamment dans le domaine de la santé (accueil de malades français) et **la mise en réseaux des administrations des différents versants et des structures transfrontalières** pour répondre aux interrogations des travailleurs frontaliers et de leurs employeurs, mais aussi des étudiants et des apprentis*.

Des acteurs et des citoyens des différents versants se sont également exprimés dans les médias comme on pourra le découvrir dans **cette Lettre de l'IGR**.

Les fermetures de frontières ne sont sans doute que provisoires **mais il est permis de s'interroger sur la nécessité de construire une véritable souveraineté européenne** permettant au plus grand nombre d'être informé, de débattre, de décider, d'évaluer et de contrôler.

Pour l'heure, que penser de ce qui s'est passé ? Quelles ont été les réactions des uns et des autres ? Au-delà des aspects sanitaires de cette grave crise, **comment rebondir en réfléchissant ensemble à l'avenir de l'Europe et de notre espace de coopération transfrontalière** ? Comment la Grande Région peut-elle conforter la coopération en tirant les leçons des événements, comme Tobias Hans et

Jean Rottner viennent de l'appeler de leurs vœux dans une récente tribune publiée dans le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung ?

Nous avons voulu **publier des témoignages d'acteurs engagés** de part et d'autre des frontières. Ils pourraient nous permettre de **mieux comprendre** ce qui s'est passé au niveau des politiques menées et, peut-être, de contribuer modestement et utilement au futur de la Grande Région. »

* <https://www.frontaliers-grandest.eu/fr/actualites/coronavirus-frontaliers-f-a-g>
<http://www.granderegion.net/COVID-19>
<http://www.interreg-gr.eu/fr/information-covid-19/>

NOS ADHERENTS TEMOIGNENT...

Les adhérents de l'IGR ont souhaité réagir à la fermeture des frontières dans l'Espace Schengen. Nous leur donnons ici la parole sur la base de déclarations écrites ou de propos retranscrits à l'occasion d'interviews réalisés sur la radio RCF Lorraine.

► **Bruno Echterbille,**
vice-président de l'IGR, premier échevin à Herbeumont (B)

(rédigé le 12 avril 2020)

« **La pandémie a permis un miracle en Belgique : celui d'avoir un gouvernement fédéral,** chose jugée impossible sans un retour aux urnes au début de l'année 2020, et avec pour la première fois, une première ministre : Sophie Wilmès. Il a été convenu entre les partenaires que ce gouvernement aura une durée de six mois, c'est-à-dire que sa validité court jusqu'au mois de septembre 2020.

En ce qui concerne le déconfinement progressif pour la Wallonie et la Belgique, l'échéance est fixée au 3 mai (31 août pour tous les événements de masse). Nous n'avons **pas d'attestations pour nos déplacements à l'extérieur ni aucun périmètre à respecter**, il y a tout de même des verbalisations pour non-respect de confinement.

Comme les trois autres composantes de la Grande Région, on a pu assister à **une résurgence de l'état central avec une diminution de l'autonomie des autres niveaux de pouvoir. Mais les tensions sur la manière de gérer la crise sont palpables.** Par exemple, le gouvernement fédéral voulait permettre à nouveau les visites dans les maisons de retraites. Décision jugée aberrante en ce pic de pandémie par de nombreux Belges ; la plupart des communes a décidé de ne pas suivre la recommandation en n'autorisant pas ces visites.

Les débats sur le déconfinement et la méthode à utiliser suscitent autant de polémiques qu'en France, mais on constate surtout **le retour des états dans leur formule centralisée au détriment d'une Europe jugée comme impuissante** dans l'histoire de cette pandémie et **un travail transfrontalier limité à quelques cas.**

Cette pandémie a mis de nombreux sujets politiques et économiques sous le tapis, **mais le retour à la normale risque d'être particulièrement douloureux pour un état belge qui est chancelant, à la merci d'un nationalisme flamand** en très grande forme électorale et des désastres socio-économiques qui vont se multiplier dans les prochains mois. »

■

Franz-Peter Basten,
vice-président de l'IGR,
Christoph Grimm et Bernhard Karster
membres de l'IGR

(tribune parue dans le *Trierischer Volksfreund* le 6 avril 2020)

« L'Europe traverse sa plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Les personnes déçues perçoivent un échec des institutions européennes. Les gouvernements nationaux sont confrontés à des défis majeurs, mais la solidarité européenne, la gestion des frontières intérieures et le traitement des zones à risque sont des tâches européennes.

Nous nous référons à l'Appel de Trèves de février 2017 et à l'appel aux élections européennes de mai 2019. Compte tenu des effets catastrophiques de l'épidémie de Corona, nous réitérons l'appel à la mise en place d'institutions capables d'agir et à la création de structures décisionnelles efficaces au niveau de la Grande Région.

La manière dont les gouvernements et les institutions nationales et régionales font face à l'épidémie est principalement orientée vers les frontières nationales et laisse l'impression fatale que l'Europe n'existe pas du tout dans cette crise – ni au niveau paneuropéen ni au niveau de la Grande Région.

Cela est d'autant plus décevant que l'une des idées fondatrices de l'Union européenne était de créer un instrument efficace pour les peuples d'Europe afin de lutter contre les menaces mondiales. Au contraire, ce sont précisément les citoyens qui vivent l'Europe de manière exemplaire et tout à fait pratique depuis des années dans les régions frontalières du Luxembourg, de la Belgique, de la France et de l'Allemagne qui sont confrontés à des contrôles frontaliers imposés unilatéralement. Toute personne en possession d'un "laissez-passer" est autorisée à entrer au Luxembourg et les Luxembourgeois qui n'ont pas de raison "valable" ne sont pas autorisés à entrer en Allemagne.

Jusqu'à présent, ces mesures ne sont pas vraiment justifiées par une politique de santé convaincante. En effet, le Luxembourg, ainsi que la France et la Belgique, ont pris des précautions contre la propagation du virus, dont certaines vont au-delà des mesures prises du côté allemand. Toutefois, peu importe que le déplacement inutile se fasse à l'intérieur d'un pays ou à travers une frontière intérieure européenne qui se trouve "par hasard" sur place. La seule chose qui aurait du sens serait des contrôles dans des domaines de risque.

Un concept de lutte transfrontalière contre les risques graves pour la santé humaine n'existe même pas au départ, bien que l'accord entre les gouvernements allemand, français, luxembourgeois et suisse du 23 janvier 1996 et le nouveau traité d'Aix-la-Chapelle offrent des solutions suffisantes pour une stratégie commune et des mesures pratiques permettant de faire face, comme c'est le cas actuellement, à des "situations majeures" mettant collectivement en danger la vie des personnes.

Nous nous félicitons de l'engagement bilatéral des Länder de Rhénanie-Palatinat et de Sarre et de l'assistance exemplaire entre les jumelages de villes et les hôpitaux concernés. Mais le Sommet des Exécutifs de la Grande Région est en train d'échouer presque complètement.

Nous appelons donc les gouvernements, les institutions et les autorités concernées : à supprimer les contrôles aux frontières sous leur forme actuelle dès que possible ou les adapter en tenant compte des aspects purement sanitaires, tels que la gestion des zones à risque ; à créer, mettre en commun et coordonner les compétences transfrontalières dans le secteur de la santé de la Grande Région afin de permettre des mesures coordonnées et efficaces pour lutter contre les menaces transfrontalières ; à doter la Grande Région de structures décisionnelles qui sont exercées conjointement par les sous-régions participantes. »

■

► **Roger Briesch,**
membre de l'IGR, ancien président du Comité économique et social européen

(rédigé le 28 avril 2020)

« Il est clair que l'Europe est à la croisée des chemins. Mais pour retrouver de l'efficacité après cette période marquée, au moins dans un premier temps, par le repli de certains pays, il faut qu'elle se remette en ordre de bataille avec un rappel : c'est le conseil, c'est-à-dire les chefs d'états et de gouvernements qui décident et non les institutions, c'est-à-dire la Commission. Ce sont les états qui sont à la manœuvre. Le plus souvent, ils imposent leurs décisions.

Ainsi les premières propositions de la Commission sur le budget pourtant modeste, ont été retoquées par le Conseil. Le Conseil est seul maître du jeu, il s'évertue depuis des années à prendre des décisions et d'en faire porter le chapeau à la Commission. Si elle ne surmonte pas ces contradictions, la Communauté européenne peut être en grand danger comme l'a rappelé récemment Jacques Delors.

Ceci étant, depuis le début de la crise, après une première période d'atermoiements, les choses tendent lentement à s'améliorer. Covid-19 oblige, les chefs d'état et de gouvernement, c'est-à-dire le Conseil, ont dû s'adapter aux nouvelles exigences de la situation en prenant des décisions qui ont été marquantes et plus conformes à l'esprit de solidarité.

La pandémie a mis en évidence les aspects positifs de l'intervention de l'Europe mais aussi les graves lacunes apparues dans son fonctionnement. Après la crise, nous n'échapperons pas à une révision en profondeur des orientations et priorités de l'Union européenne. Une certitude : pour nous préparer à affronter d'autres catastrophes de ce type et pour préserver nos acquis sociaux, il nous faudra exister sur le plan géopolitique. Pour ce faire nous avons le devoir de mettre en œuvre les initiatives favorisant la consolidation d'une communauté rassemblée autour d'un projet plus intégré et plus inclusif, ainsi que des structures adaptées permettant de réagir aux évolutions stratégiques en cours et à venir. »

■

► **Guy Keckhut,**
responsable de la communication de l'IGR, dirigeant de #GuyKeckhut Communications

(rédigé le 20 avril 2020)

« La pandémie qui nous submerge depuis quelques semaines ne facilite guère la tâche à nos gouvernants. Quelles que soient les décisions qu'ils sont amenés à prendre, celles-ci gèrent – et quelquefois à juste titre – des critiques parfois trop vives. La fermeture de nos frontières en est une parfaite illustration.

Fallait-il fermer ces frontières ou considérer la Grande Région comme un espace particulier ? Cela supposerait des lieux de gouvernance affirmés, capables de décider et de faire mettre en œuvre les décisions. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Nous savons bien à quel point ces instances – au premier rang desquels le Sommet des Exécutifs de la Grande Région – ne disposent pas réellement de cette capacité à l'heure actuelle, du moins pas pour gérer des crises d'une telle ampleur.

Alors, regardons plutôt devant et formulons un vœu, et plutôt que de critiquer ce qui est fait, devenons réellement résilients. Faisons preuve d'intelligence collective et apprenons de cette situation sans précédents. Si nous tenons vraiment à la coopération transfrontalière, si notre Grande Région est un terrain de jeu qui nous semble utile pour le vivre ensemble, si notre amitié avec nos voisins est suffisamment forte, sachons alors tirer les enseignements, ensemble, de ce que nous sommes en train de vivre, des décisions que nous aurons parfois mal prises ou pas suffisamment prises, apprenons de toutes ces initiatives simples mais volontaristes à souhait qui ont révélé que les choses sont possibles si on y tient vraiment (n'est-ce pas Monsieur Hans ? N'est-ce pas Monsieur Rottner ?).

Bref, arrêtons de regarder derrière nous, mais sachons exprimer enfin avec courage ce que nous voulons vivre collectivement, et agissons. Moins de réunions, moins de photos symboles, moins de

paroles, plus d'actes, plus d'initiatives collaboratives, plus de confiance donnée à toutes les personnes de terrain qui vivent le transfrontalier, qui font la Grande Région. Il paraît que le monde d'après sera différent... C'est possible, à condition qu'on le décide ! »

■

► **Frédérique Seidel,**
membre de l'IGR, secrétaire générale de l'Uni.GR

(enregistrée le 15 avril 2020)

« Quand on observe le scénario de la fermeture des frontières entre l'Allemagne et la France, on a l'impression que le Land de Sarre a subi une décision prise au niveau fédéral mais sans réagir dans un premier temps. Puis il a fallu attendre les premières réactions des maires des communes frontalières, mais aussi des entreprises qui défendaient les travailleurs frontaliers, et enfin de certaines personnalités politiques lorraines et sarroises pour faire bouger les choses. Et on se rend bien compte que la classe politique sarroise est elle-même très partagée sur la question.

Aujourd'hui, nous nous faisons systématiquement contrôler quand nous allons en Allemagne et nous avons besoin de quatre attestations pour revenir d'Allemagne en France. Pour des Européens convaincus comme nous, c'est assez choquant et même violent. On a le sentiment de faire un grand pas en arrière. On mesure d'autant plus la chance que nous avons en temps normal de pouvoir passer la frontière librement.

Je trouve que la communication autour de la fermeture des frontières a été catastrophique. C'est comme si l'on découvrait le phénomène transfrontalier et toutes les conséquences sociales et culturelles qu'il implique pour nos régions : 17 000 travailleurs frontaliers, près d'un tiers d'origine allemande.

Nous travaillons actuellement sur la question des frontières au sein de l'Université de la Grande Région, avec deux constats. D'une part, le paradoxe entre la pandémie, qui est un phénomène mondial sans frontière, et les réponses nationales qu'on y apporte sans concertation, ou si peu. Ce qui renvoie à la question du rôle de la frontière : une cloison, mais une cloison poreuse et une cloison qui suscite beaucoup de fantasmes aujourd'hui. D'autre part : la crise actuelle met durement à l'épreuve la politique transfrontalière. Même si nous ressentons une volonté de coopérer de certains acteurs régionaux, ils sont eux-mêmes dépendants de décisions nationales qui les en empêchent. Cela pose la question de la gouvernance des régions frontalières. »

Pour écouter l'enregistrement complet, il vous suffit de cliquer sur ce [lien](#).

Retrouvez aussi Frédérique Seidel dans ce [reportage](#) que lui a consacré la chaîne allemande ZDF dans son journal *Heute*, le 28 avril 2020.

■

► **Hanspeter Georgi,**
vice-président de l'IGR

(rédigé le 20 avril 2020)

« Les fermetures de frontières ont été effectuées dans une perspective nationale. D'un point de vue européen, on ne peut que le regretter. En tant que citoyen, on aurait souhaité une stratégie commune pour la Grande Région, conformément au traité d'Aix-la-Chapelle. Après tout, le chapitre 4, avec les articles 13-16, fournit des bases suffisantes pour une action commune, au moins entre la France et l'Allemagne.

Des gestes de bonne volonté ont été faits, et je suis heureux de dire que les admissions d'urgence de patients français dans les hôpitaux sarrois reflètent l'esprit qui devrait maintenant inspirer les actions futures dans la Grande Région. Malheureusement, les difficultés pour les navetteurs, qui ont accompagné la fermeture des frontières, sont très fortes, malgré certains assouplissements ici ou là.

Mais il faut aussi tirer les leçons de toute crise. La première leçon devrait être la suivante : nous devons enfin créer des institutions dotées de compétences et de la capacité d'agir pour notre Grande Région européenne. Des propositions telles que l'élection directe du Conseil parlementaire interrégional ou l'élection d'un président de la Grande Région doté de pouvoirs peuvent être citées à titre d'exemple.

Le traité d'Aix-la-Chapelle et l'engagement commun de Jean Rottner et Tobias Hans devraient maintenant être des signaux pour tous ceux d'entre nous qui sont actifs dans le domaine de la politique, de l'administration, de l'économie, de la culture ou dans la société civile. C'est cela qui permettra une meilleure coopération à l'avenir dans la Grande Région. »

■

► **Sabrina Sagramola,**
responsable événementielle de l'IGR, responsable EEN à la Chambre de commerce Luxembourg

Pour écouter l'enregistrement réalisé le 28 avril 2020 sur l'action de la Chambre de commerce Luxembourg, il vous suffit de cliquer sur ce [lien](#).

■

► **Bruno Théret,**
vice-président de l'IGR, vice-président du Comité économique et social de la Grande Région

(rédigé le 28 avril 2020)

« Le Luxembourg bénéficie de l'apport d'une population étrangère extrêmement importante. Il y a plus de 70 % de résidents étrangers dans la capitale – 48 % au Grand-Duché de Luxembourg – auxquels il faut ajouter une grande partie des 105 000 travailleurs frontaliers ! Le Grand-Duché a besoin de travailleurs de la Grande Région dans beaucoup de secteurs, notamment au niveau des personnels de santé en cette période.

Mais le Luxembourg a aussi fait preuve de solidarité en accueillant les malades du Grand Est. Il faut saluer la qualité des échanges entre les exécutifs du Sommet de la Grande Région qui a permis l'accueil d'une bonne dizaine de patients au Luxembourg, l'envoi de matériel médical d'Allemagne en France, et de la liberté de circulation des biens et des travailleurs frontaliers défendue dès le début par le ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, Jean Asselborn, et par Corinne Cahen, ministre à la Grande Région.

Pour entrer au Luxembourg, il faut une attestation de l'employeur. Les frontières ne sont pas fermées pour les frontaliers, mais il est clair que les restrictions actuelles sur la frontière luxembourgo-allemande à des points de contrôles précis mettent à rude épreuve l'idéal européen, surtout à Schengen ! Des bourgmestres des villes allemandes et luxembourgeoises ont d'ailleurs écrit aux ministres-présidents pour manifester leur désapprobation. Nous devons faire preuve de confiance entre voisins et dans la famille européenne !

Pour sortir du Luxembourg, il faut une « Attestation de déplacement international dérogatoire » et cocher la case « ressortissants de nationalité française » et remplir également en France l'« attestation de déplacement dérogatoire ». J'espère que cette situation exceptionnelle provoquera la réflexion. Il faut faire en sorte que cet espace exceptionnel qu'est la Grande Région soit un modèle de « vivre ensemble ». La crise actuelle peut donner une nouvelle impulsion à la coopération transfrontalière. Il faut s'appuyer sur les signes de solidarités qui se sont développés au cours de ces dernières semaines.

Mais la Grande Région pourrait aller plus loin pour faciliter la vie des douze millions de citoyens dans un même bassin de vie, en coordonnant davantage ses décisions, en levant les obstacles aux frontières, en s'appuyant sur les GECT (Groupement Européens de Coopération Transfrontalière) et le traité d'Aix-la-Chapelle, et en s'appropriant le droit à l'expérimentation. L'arsenal juridique existe, il faut simplement s'en emparer !

Osons créer une véritable plateforme de coopération et proposer un « plan de relance transfrontalier » de sortie de crise ! Dans le domaine du déconfinement, de l'économie, du télétravail, de projets de co-développement, de mobilité transfrontalière, de formation en alternance, d'intelligence collective, d'offre culturelle, sans oublier le développement durable.

Plus que jamais, la Grande Région doit se réappropriier son marché, développer son industrie, élargir l'Aide Médicale d'Urgence en Grande Région, créer un observatoire transfrontalier de santé..., et utiliser à bon escient les structures mises en place pour être plus efficace et faciliter la vie des citoyens et l'activité économique.

La Grande Région vit d'un savoir partagé, composée de citoyens conscients de leurs responsabilités. Sachons tirer les leçons de nos expériences en renforçant nos structures politiques en Grande Région et en développant davantage un véritable dialogue citoyen basé sur la confiance et la participation active. »

Pour écouter l'enregistrement, réalisé le 20 avril 2020, cliquez sur ce [lien](#).

■
► Tristan Atmania,
responsable du suivi des projets transversaux à l'IGR

(rédigé le 29 avril 2020)

« La Grande Région est souvent critiquée pour son existence abstraite pour le citoyen, son manque de cohésion ainsi que sa faiblesse opérationnelle dans la planification et la mise en œuvre d'actions structurelles en faveur de l'attractivité et du rayonnement du territoire.

Même si la Grande Région ne se mobilise pas en tant que structure propre pendant la crise, force est de constater qu'elle est opérationnelle et qu'elle apporte une réponse, non seulement efficace, mais visible pour le citoyen. En effet, comment ne pas considérer l'efficacité de la Grande Région dans la crise, quand on sait qu'entre la Sarre et le Luxembourg, ce sont près de 200 patients issus de la Région Grand Est qui ont été accueillis dans les hôpitaux frontaliers, dénotant ainsi d'une véritable politique de solidarité sanitaire. Certains disent : « C'est ça l'Europe ? », ils devraient dire, « Merci la Grande Région ! ».

Les frontières rétablies, comme un rappel à une époque révolue, ont d'ailleurs été immédiatement contestées, tant par les habitants des territoires frontaliers que par les pouvoirs locaux et régionaux qui ont prôné l'intégration culturelle et économique de leurs bassins de vie communs. C'est ainsi que Tobias Hans, le ministre-président sarrois et Jean Rottner, le président de la Région Grand Est, se sont exprimés au travers d'une tribune commune dans le célèbre FAZ pour réclamer plus de coopération et de synergie au cœur de la Grande Région en appuyant sur le fait que le territoire représente avec ses 220 000 travailleurs frontaliers, le plus gros marché du travail en Europe !

C'est bien connu, la crise est un accélérateur de décision. C'est sans attendre que la mobilisation des acteurs politiques et économiques de la Grande Région doit aboutir à des actions concrètes pour doter notre espace européen commun de nouveaux outils dans le domaine de la santé mais aussi de lever des barrières dans le secteur de l'économie et de l'emploi. La création d'un observatoire transfrontalier de la santé, sur le modèle de celui de l'emploi, dédié au recensement et à l'harmonisation des différents indicateurs des régions mais aussi à la favorisation d'une coopération sanitaire plus fluide, doit être une priorité.

Enfin, alors que la crise pousse chacun d'entre nous à s'interroger sur notre impact écologique et donc sur notre mobilité, il est évident que les limites imposées jusqu'à présent sur le télétravail frontalier devront être très significativement rehaussées.

L'avenir de la Grande Région est devant nous, à condition que nous nous en saisissions. »

■

► **Charles-Ferdinand Nothomb,**
président d'honneur de l'IGR

(enregistré le 23 avril 2020)

« Je suis un Européen convaincu mais en tant qu'ancien ministre de l'Intérieur, je crois que pour des raisons de sécurité, il n'était pas totalement illogique de fermer les frontières un moment donné, même si nous vivons ensemble dans un mouchoir de poche européen qui s'appelle Grande Région.

Bien sûr, il faut reconnaître que c'est triste de s'arrêter à la frontière avec des documents pour aller travailler de l'autre côté. A l'évidence, cela nous ramène pour l'instant cinquante ans en arrière. Mais quand il y a une nécessité vitale de sécurité, il faut bien que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités. D'une manière générale, les habitants des différentes régions ont d'ailleurs assez bien accepté ces dispositions.

En Belgique, notre système très décentralisé est beaucoup plus « concertant ». Il nous amène à débattre davantage ensemble notamment entre le fédéral et le régional.

Par contre, j'ai vécu avec admiration le fait que les pays comme le Luxembourg et les régions allemandes aient ouvert leurs hôpitaux aux patients français. J'ai trouvé dommage que la Belgique n'ait pas pu ou su le faire.

Au niveau « grand régional », il faudra sans doute réfléchir à ce qu'on pourrait faire si se reproduit une crise telle que celle que nous venons de vivre ».

Pour écouter l'intégralité de l'enregistrement, il vous suffit de cliquer sur ce [lien](#).

■

► **Charlotte Schneiders,**
membre du comité de pilotage du Forum d'avenir des Jeunes de la Grande Région

(enregistrée le 24 avril 2020)

« Face à l'épidémie, les Länder ont pris des décisions relativement différentes. La Bavière et la Sarre ont été plus strictes en matière de confinement. La Sarre en raison de sa proximité avec le Grand Est, très touché par la maladie. En Allemagne, nous avons une mosaïque de mesures dues au fédéralisme. Mais il est clair que la vie de tous les jours a été bouleversée depuis le mois de mars. De mon côté, même s'il n'y a pas comme en France d'attestation à remplir, j'ai limité mes déplacements au maximum. Je n'ai pas vu mes parents par exemple depuis plusieurs semaines alors qu'ils habitent en Sarre.

En ce qui concerne la fermeture des frontières, j'ai été très surprise par la rapidité de la décision. Du jour au lendemain, il est devenu beaucoup plus difficile de traverser la frontière. J'ai également été frappée par l'absence de concertation. Au départ, tout a été décidé depuis Berlin. Tout cela a provoqué beaucoup de réactions au niveau local. Les maires sarrois de communes partenaires avec les villes lorraines ont publié une vidéo en indiquant que la coopération frontalière devait rester intacte. D'autres discussions assez vives ont eu lieu en raison de la position charnière de la Sarre entre la France et l'Allemagne. La coopération transfrontalière fait partie de l'identité sarroise.

J'espère que cette fermeture physique des frontières sera provisoire et j'espère surtout qu'elle ne constituera pas une fermeture mentale. Je pense par ailleurs que le Sommet des Exécutifs de la Grande Région n'a pas joué suffisamment son rôle, même si c'était difficile dans la période.

En tout cas, il faudra que nous apprenions à travailler beaucoup plus ensemble à l'avenir. Le Conseil parlementaire interrégional a d'ailleurs fait savoir, lui aussi, qu'il aurait fallu davantage se concerter ».

Pour écouter l'intégralité de l'enregistrement, il vous suffit de cliquer sur ce [lien](#).

■

► **Pascal Ickx,**
membre du Bureau de l'IGR

(rédigé le 24 avril 2020)

« La pandémie nous impose d'adopter une attitude et un comportement diamétralement opposés à ceux que la société et la civilisation nous encouragent depuis toujours à pratiquer. On dirait que le virus incite de même les états à agir en contradiction avec tout ce qui serait souhaitable qu'ils fassent habituellement.

C'est pourquoi, les états doivent se ressaisir, résister aux tentations du repli sur soi et continuer à unifier leurs pratiques pour une vie collective plus harmonieuse et moins exposée aux inégalités et injustices involontaires. Et songer qu'en moyenne 25 % de leurs populations vivent au voisinage de frontières avec leurs voisins. La réponse de la population en temps de crise devrait être conforme à la discipline librement consentie sous le signe de la responsabilité individuelle. Comme le préconise Jean-Jacques Rousseau ? »

■

► **François de Wendel,**
membre de l'IGR

(rédigé le 15 avril 2020)

« Nos amis allemands ont de considérables qualités d'anticipation des problèmes, de planification des solutions et de protection de leurs ressortissants. Pourtant, malgré un réel esprit européen, ils ne sont pas prêts à s'ouvrir à une vraie solidarité européenne, considérant les pays latins comme la fourmi considère la cigale de la fable. Une chose semble leur échapper. Avant l'euro, les écarts de performance entre les économies se réglaient par les écarts de change : le deutschmark se réévaluait, la lire italienne (ou parfois le franc français) se dévaluait. Les Allemands s'enrichissaient, les Italiens vivaient moins à l'aise avec une inflation plus forte mais leur économie tournait.

Avec l'euro, l'Allemagne peut vendre ses produits moins chers que si le DM ajustait les prix à l'exportation à la hausse, d'où une expansion des exportations à prix sans correctif monétaire. Les Français (ou les Italiens) sont dans la situation inverse. Le cas extrême de cette situation a été la crise grecque. Si la Grèce n'avait pas fait la terrible erreur d'adopter l'euro, elle aurait fait face à la crise en dévaluant la drachme. Certes la population aurait souffert de la hausse de ses coûts d'importation, mais elle n'aurait pas subi un arrêt quasi total de l'activité.

Le problème de fond est que l'euro a été mis en place sans doter la zone euro des disciplines nécessaires : rigueur budgétaire commune, mais aussi fiscalité et régime de transferts communs, en bref une politique financière, sociale et fiscale tendant à s'unifier. De ce fait, les Allemands sont les grands gagnants et se refusent à toute solidarité économique ou sociale. Ce que nous voyons aux frontières n'en est que la conséquence directe.

Ce qui est en jeu est la construction européenne. On voit mal pourquoi, tandis que l'Allemagne bénéficie d'une monnaie sous-évaluée par rapport à sa structure coûts, d'autres pays seraient pénalisés par l'obligation de vendre dans une monnaie pour eux surévaluée. La chose n'avait pas échappé à un des principaux conseillers de Madame Merkel qui, il y a une dizaine d'années, avait prôné la mise en place d'un système dual : euromark fort pour les pays d'Europe du Nord et euro faible pour l'Europe du Sud. Cela répondait à la problématique monétaire tout en évitant à l'Allemagne d'admettre des mécanismes de solidarité. Deux raisons expliquent la non-prise en compte de cette idée : d'une part, la déficience de la Commission européenne qui n'a pas souhaité aller voir comment fonctionnaient les régimes d'entraide entre états dans un pays fédéral comme les Etats-Unis, d'autre part, il reste dans les populations européennes des préjugés qui trouvent leurs racines dans l'antiquité, les guerres de religion, etc. Sans solidarité européenne, l'euro ne survivra pas. »

■

Frédéric Kestener,
membre de l'IGR

(rédigé le 28 avril 2020)

« Jeune enfant, des visites à ma grand-mère paternelle, plus que de son visage, je me souviens surtout de la table de la cuisine qui sursautait aux passages des camions dans la descente d'Apach, alors important point de transit. Mon père, né là, après-guerre, à 100 mètres de Schengen, était venu dans la force de l'âge, fonder famille dans notre maison maternelle, plantée à Neunkirchen, là encore à 100 mètres de la frontière entre Moselle et Sarre. C'est dire si, enfant, avec frère et sœur, nous avons grandi cernés de barrières douanières, de bornes en pierre et de chemins de contrebandiers. Grandir là, dans le no man's land, nourris de consonances franciques, certainement oblige à davantage d'ouvertures d'esprit. Trop allemand pour les uns, trop français pour les autres, les frontières nous traversent plus que nous les traversons. Coulés, dans ce moule topographique, notre pâte ne peut-elle alors que s'échapper par le haut ?

Jadis, nos aïeux sur leurs carrioles passaient sur les routes et chemins pénétrants de la Moselle en Sarre et retour sans même en référer à l'autorité. Ces voies se sont aujourd'hui décomposées en sentiers non carrossables et s'arrêtent noyées dans les sillons agricoles. Avons-nous oublié qu'au gré des annexions, l'antagonisme national a remodelé nos routes et villages, et qu'en construisant des routes-frontières pour faciliter les contrôles de douanes et d'accises, ils avaient aussi enclavé nos esprits, nous acculant les uns contre les autres, nous, Européens, voisins, qui partageons les mêmes branches généalogiques et avons reçu une langue commune en héritage...

J'avais 9 ans lorsque fût signé, à un jet de pierre de la maison paternelle, les premiers accords de Schengen en 1985, alors que Lorrains, Sarrois et Luxembourgeois redécouvraient ce goût véritable de la liberté et que l'on levait partout les barrières physiques. A l'instar du big bang d'où s'expand l'univers, Schengen a déclenché une libération de nos esprits confinés dans nos têtes et acculés aux frontières, qui ne peut plus s'arrêter !

Et quand bien même, 35 années passées, alors que les frontières économiques internationales, en 2020, se sont estompées, un invisible virus vient nous confiner au plus profond de nous-même. Et quand bien même de vieux relents des pulsions barbares les plus détestables que nous pensions refoulées se libèrent dans quelques esprits étroits, l'expansion de nos esprits calibrés à l'échelle européenne ne peut plus se refermer sur eux-mêmes. Car à Neunkirchen, à Apach comme ailleurs, les versants français, allemands ou luxembourgeois de nos collines-frontières nourrissent les mêmes vaches et plus aucun barbelé tombé ne pourra nous séparer. »

VU DANS LA PRESSE

Ils se sont exprimés...

- ▶ Gerd Heger, animateur à la radio sarroise
- ▶ Jean Rottner et Tobias Hans dans une tribune commune
- ▶ Patrick Weiten et Stephan Toscani dans une autre tribune
- ▶ Des maires frontaliers à Schengen
- ▶ Christophe Arend, député de la Moselle, président du groupe d'amitié France-Allemagne
- ▶ Des bourgmestres allemands et luxembourgeois
- ▶ Nicolas Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France

Retrouvez toutes ces expressions en cliquant sur ce [lien](#).

Institut de la Grande Région
www.institut-gr.eu
